



Tant que l'indépendance n'est pas faite, elle reste à faire – Gaston Miron

Adresse postale

IPSO, C.P. 42080, B.P. Roy
Montréal (Québec) H2W 2T3

Facebook : <https://www.facebook.com/LesIPSO>

Twitter : https://twitter.com/Les_IPSO

Site web : <https://www.ipsoquebec.org/>

Renseignements : lesipsoquebec@gmail.com

INFO-IPSO Septembre, octobre 2019

On trouvera dans cette Info-lettre des IPSO la position de membres du CA IPSO sur l'élection fédérale du 21 octobre 2019, un court résumé de l'exposé de Pierre Curzi prononcé dans le cadre d'une soirée-débat ayant eu lieu le 24 octobre sur le même sujet, la position des OUI Québec, ainsi que l'annonce de la prochaine soirée-débat du 28 novembre prochain qui portera sur *Les technologies numériques et l'indépendance. Enjeux politiques, sociaux et techniques pour l'émancipation nationale.*

► **La position de membres du CA IPSO sur l'élection fédérale du 21 octobre 2019:**

« **Qu'est-ce qu'un vote québécois à l'élection fédérale?** », *Le Devoir*, 8 octobre 2019.

<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/564298/politique-qu-est-ce-qu-un-vote-quebecois-a-l-election-federale>

Les Québécois auraient intérêt à l'élection fédérale du 21 octobre prochain à voter en se guidant sur l'essentiel et à éviter les stratégies opportunistes à courte vue. Celles-ci sont la maladie des sociétés non véritablement libres mais qui croient qu'elles réussiront toujours à tirer leur épingle du jeu. Même si le jeu obéit à des règles qui ont été précisément établies à leur encontre.

Quel est le fondement essentiel du Québec? Par-delà son statut juridique ou constitutionnel il se révèle, face à l'ensemble de l'humanité, comme une entité particulière, non réductible à une autre identité que la sienne, singulièrement pas la canadienne. Il préexiste à cette dernière de quasiment deux siècles. Seul un télescopage sémantique a entretenu l'ambiguïté et la confusion avec elle. Peut-on vraiment en fait sérieusement confondre les deux nations en cause?

Que peut faire ce Québec fondamentalement distinct dans cette galère (où il rame, enchaîné sur un banc secondaire) que constitue pour lui une élection fédérale en 2019?

Le Québec porte sur les épaules le poids de sa destinée spécifique ainsi que sa part des problèmes d'ensemble de la communauté humaine. Être confiné dans le Canada alors qu'il faut maîtriser ces deux dossiers constitue un des pires handicaps possibles. Pour l'instant il faut faire avec, comme on dit. L'important est de faire aussi au mieux.

En ce qui concerne ses difficultés propres, le Québec n'a absolument aucun allié réel et consistant au Canada. Et quant à sa part de responsabilité dans les problèmes de la marche générale du monde, il aurait évidemment tout intérêt à s'exprimer par lui-même plutôt que de se trouver remplacé par un voisin pas plus amical et respectueux qu'il ne faut.

Voter dans cette optique pour un parti canadien, c'est d'une part lourdement se revendiquer comme minoritaire. C'est d'autre part légitimer gracieusement ce mandat de nous représenter que s'est attribué celui qui nous planifie un avenir où le point final a été tapé au départ en bout de paragraphe.

C'est la voie que le Canada nous a imposée à sa création en 1841. Nous avons souvent regimbé, mais il a continué à nous trainer de force, y compris après notre refus de signer la dernière constitution (1982). Qui nous fut enfoncée dans la gorge comme les deux précédentes sans aucune forme d'approbation populaire.

Allons-nous jouer une fois de plus la partie grotesque des petits enjeux conjoncturels où même sur ce plan nous nous réveillons, à chaque occasion, plus perdants que gagnants?

Il ne faut pas oublier que, des deux seuls partis jamais portés au pouvoir par les Canadiens depuis la deuxième constitution (1867), l'un, le Parti Libéral du Canada, s'est toujours comporté en adversaire absolu et implacable de la nation québécoise, l'autre, le Conservateur, est tellement replié sur la protection d'intérêts étroits qu'il ne montre aucune sensibilité véritable pour la question environnementale devenue pourtant d'une urgence criante. Appuyer un parti canadien, un de ces deux-là ou tout autre candidat à les remplacer, c'est livrer sa force politique à qui sera tôt ou tard un adversaire résolu et féroce.

Alors allons-nous garder sous notre contrôle cette puissance politique qui est à nous? Et l'utiliser au service de nos propres intérêts nationaux? Au lendemain de l'échec de la fumeuse tentative de réconciliation qui a suivi l'imposition de la troisième constitution, nous avons adopté cette ligne de fermeté. Nous avons voté Bloc conséquemment sur la base de notre réalité vraie. Comme les Canadiens qui, sans davantage chercher midi à quatorze heures, ont toujours soutenu l'alternance au pouvoir des deux mêmes partis, parce qu'ils sont satisfaits du Canada tel qu'il est, et que c'est le choix politique qui leur convient.

Lorsque nous avons appuyé le Bloc Québécois une première fois, cela a ouvert la seule période où nous avons eu, au sein du Parlement canadien, un vrai jeu de cartes dans les mains. C'est ce qu'écrivait au fond Pierre Vadeboncoeur en 2010 un peu avant sa mort : « Quant à nous, il n'est pas question de laisser tomber cette formation essentielle, atypique, fonctionnelle, irremplaçable, seule capable d'entraver sur le terrain électoral et dans l'enceinte parlementaire les grands partis, hostiles au souverainisme et à d'autres intérêts populaires »

Un représentant du Québec à Ottawa est amené inévitablement à devoir faire primer une loyauté. Il est impératif que celle-ci aille au Québec. Le Canada depuis son origine britannique jusqu'à aujourd'hui s'est consacré à l'effacement de la nation québécoise, un obstacle à son propre projet national maximal. C'est pourquoi il n'a fait aucune offre au Québec avant, pendant et après le référendum de 1995. En conséquence le Canada ne veut pas d'une double loyauté de la députation québécoise à Ottawa. Le Québec, lui, minoritaire, en régression et en danger permanents au Canada, n'a pas les moyens de se la permettre.

Jean-René Plante. Appuyé par Jocelyne Couture, Micheline Labelle, Anne-Michèle Meggs, Jean-Philippe Meloche, Florent Michelot, Ercilia Palacio-Quentin, Jean-François Payette, Michel Rioux et Pierre Serré, membres du Conseil d'Administration des Intellectuels pour la souveraineté (IPSO)

► **Soirée-débat. Retour sur les élections générales du 21 octobre : Quelles leçons pour les indépendantistes?**

Les résultats obtenus par le seul parti indépendantiste au niveau fédéral sont un signal pour le mouvement souverainiste. Quelles leçons pourrions-nous tirer de la campagne ou des réponses des partis fédéralistes aux demandes du gouvernement du Québec? Y a-t-il des messages ou des enjeux qui ont capté l'imagination des Québécoises et des Québécois et qui devraient être intégrés dans le discours indépendantiste? Chacun de nos analystes a apporté sa perspective et son expertise sur la question de l'avenir du mouvement à la suite de l'élection canadienne.

La soirée a été animée par Martine Desjardins, Directrice générale du Mouvement national des Québécoises et des Québécois

Panélistes

- Pierre Curzi, comédien, syndicaliste et ex-député du Parti Québécois
- Jean-François Daoust, politologue, chercheur postdoctoral Université McGill
- Jean-François Payette, politologue, Directeur scientifique, Observatoire de la politique et de la sécurité de l'Arctique, ÉNAP

Résumé de l'intervention de Pierre Curzi

Nous ne pouvons que nous réjouir de voir une troupe de souverainistes être élus pour défendre les intérêts et les différences du Québec à Ottawa d'autant qu'ils sont de sexes et d'âges variés quoique tous «blancs» et francophones. C'est clair aussi que Yves-François Blanchet a fait une excellente campagne et qu'il a doublé le nombre d'électeurs et doublé aussi les thèmes de la Caq. Nous sommes devant un vote nationaliste, un nationalisme qui porte le Québec depuis les dernières élections provinciales et qui donne à ce parti une lune de miel prolongée. Je crains les dérives et les excès du nationalisme sans cacher que j'en suis un. Nous connaissons les véritables limites des résultats de l'élection; l'absence de pouvoir réel du Bloc et la remarque de Lucien Bouchard «J'aimerais mieux trois ministres au Conseil des ministres que trente bloquistes» fait mal. Bien sûr, le nombre d'élus, leur représentativité et l'adéquation avec le gouvernement caquiste donnent au Bloc une force passive qui pourrait ralentir les empiétements constitutionnels et accentuer les conflits entre les deux gouvernements. Il

n'empêche qu'ils ne choisiront ni les budgets, ni les politiques, ni les enjeux et qu'ils ne seront pas en mesure de maintenir ou de défaire ce gouvernement.

En quoi servent-ils la souveraineté? La renaissance du Bloc nous ramène à la question fondamentale; à quoi sert le Bloc sinon à maintenir le vague espoir d'une nouvelle mobilisation des forces souverainistes qui amènerait le Québec à l'indépendance. Personne ne croit plus à ce scénario. Non pas que l'indépendance ne soit plus la meilleure réponse pour assumer notre liberté territoriale, culturelle, linguistique et économique. À mon sens, c'est la meilleure et probablement la seule. Mais les citoyennes et les citoyens ont refusé deux fois de faire ce choix et ils ont élu, encore une fois, plus de libéraux lors de cette élection-ci.

Les clivages entre une grande partie des francophones des régions, des banlieues, et d'une minorité citadine et la très forte concentration des fédéralistes et des multiculturalistes dans les villes (Montréal, Toronto, Vancouver) se creuse. Le monde obéit maintenant à deux grands enjeux, l'environnement et le capitalisme débridé (avec leurs corollaires; les guerres, les migrations et la destruction des forces collectives) qui rendent « le discours politique complètement irréal, de plus en plus inopérant » et même suspect quand il n'est pas ridicule et destructeur de la démocratie.

Le Québec profite toujours de son indécision et de ses ambiguïtés : il oscille entre la défense historique des ses différences historiques, linguistiques, culturelles, sociales et économiques qui exige un nationalisme fort, menacé à droite par les dérives autoritaires des nationalismes au pouvoir dans de nombreux pays du monde et une dissolution graduelle de la langue, de la culture, des mesures sociales, des forces syndicales par «l'ouverture au monde» d'un multiculturalisme tous azimuts et de l'oubli des frontières utiles entre les personnes et les territoires.

Je ne suis ni désespéré ni découragé mais forcé de reconnaître que des efforts productifs sont difficiles à imaginer. Le Oui Québec poursuit avec intelligence et opiniâtreté la réunion des forces indépendantistes de la société civile. Je ne suis pas non plus catastrophiste et je déplorais le déclin du Bloc. Au minimum, un groupe de personnes intelligentes, concentrées et pourvues de certains moyens maintiennent un projet qui ne mourra pas avec ma génération. Nous pouvons imaginer ce que sera le proche avenir mais celui de cette confédération n'est pas garanti. Il est donc plus que nécessaire de consolider ce que nous sommes.

Dans un même mouvement, il est de plus en plus nécessaire de renouveler l'approche et le discours. J'ignore ce qu'ils devraient être et j'espère que celles et ceux qui sont nos héritiers et qui sont capables de le faire, le feront. Pour ma part, je suis à l'écoute.

Pierre Curzi.

Jean-François Daoust, étant frappé par le décès de son père, la veille de la soirée débat, n'a pu être des nôtres.

Jean-François Payette n'a pas été en mesure de remettre le résumé de son intervention.

**► Prochaine soirée-débat : Les technologies numériques et l'indépendance.
Enjeux politiques, sociaux et techniques pour l'émancipation nationale**

Dans ce 21^e siècle résolument numérique, d'innombrables enjeux sont soulevés par les transformations tous azimuts qui s'imposent aux personnes comme aux collectivités, depuis l'épicentre de la Silicon Valley, au rythme effréné du progrès technologique et de la course mondiale aux nouveaux marchés. Parmi les enjeux les plus incontournables que l'on a vus surgir au cours des dernières années, celui de la souveraineté figure en tête de liste, notamment autour des questions de l'applicabilité du droit des États sur Internet, du pouvoir immense exercé par les multinationales américaines Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft (GAFAM) du contrôle et de la protection des données ou de la surveillance de masse qui attaque nos libertés fondamentales.

À quoi peut ressembler une souveraineté québécoise qui ne peut qu'être partielle dans le Québec province ? Que serait-il possible de faire de plus pour conquérir notre souveraineté en matière de numérique avec les pleins pouvoirs d'un État indépendant ? Ces questions seront abordées sous différents points de vue complémentaires (sociopolitiques, techniques, juridiques, éducatifs, etc.) afin de prendre la mesure des défis que le numérique impose.

Exposés :

- Mathieu Gauthier-Pilote, informaticien, président de FACIL (Appropriation collective de l'informatique libre).
- Florent Michelot, licencié en droit, chargé de cours en science politique, UQAM et doctorant en andragogie à l'Université de Montréal.

Animation : Martine Desjardins, Directrice générale du Mouvement national des Québécoises et des Québécois

Date et heure : le jeudi 28 novembre 2019, à 19 heures

Lieu : Société St-Jean-Baptiste, Maison Ludger-Duvernay, 82, rue Sherbrooke ouest (coin St-Urbain)

Pour renseignements: Anne Michèle Meggs lesipsoquebec@gmail.com

► **Déclaration de la présidente des OUI Québec à l'égard de l'élection fédérale du 21 octobre**

Voir : <https://www.ouiquebec.org/single-post/2019/09/11/election-2019>

► **Déclaration des OUI Québec au lendemain de l'élection fédérale du 21**

Élections de 32 députés indépendantistes à Ottawa

Les OUI Québec saluent l'élection de 32 député-e-s indépendantistes à Ottawa pour défendre les intérêts du Québec. En triplant le nombre d'élu-e-s bloquistes, les Québécoises et Québécois viennent de dire haut et fort, qu'ils refusent de se laisser prendre pour acquis dans le grand jeu du Canada.

Tout en demeurant ce qu'il est, le peuple québécois a su démontrer sa capacité de porter un message clair face à la crise climatique, à se situer de manière originale sur l'axe droite-gauche, tout en servant une solide mise en garde aux partis fédéralistes.

Les résultats de cette élection mettent une fois de plus en lumière l'incapacité des partis pancanadiens à présenter une vision cohérente et crédible du Canada, qui arriverait à prendre en compte la spécificité québécoise et de sa réalité nationale.

À bon entendeur salut.

► Les Oui Québec ont aussi appelé à deux grandes marches de solidarité avec les prisonniers politiques catalans, les 14 et 19 octobre 2019.

Micheline Labelle, vice-présidente des IPSO